



Numéro 9

Septembre 2023

Faisons du Canada une zone de paix!

**Exigeons que le Canada s'exclue des préparatifs
de guerre des États-Unis!**

**Multiplication des menaces américaines en Asie-Pacifique
et développements connexes**

- **Le Sommet du Camp David entre les États-Unis,
le Japon et la Corée du sud**
- **Le peuple coréen condamne l'accord tripartite de Camp David
et les actions irresponsables du Japon**
 - **Les manoeuvres des États-Unis au Conseil
de sécurité sont condamnées**

Le Japon jette des eaux usées radioactives dans l'océan Pacifique

- **Geste fortement condamné par les Japonais et
les peuples des pays voisins**

– K.C. Adams –

**Réunion du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud
(BRICS) en Afrique du Sud**

- **Un sommet historique qui renforce l'unité en faveur de la
coopération pacifique et du progrès**

La solidarité avec Cuba s'élargit

- **Le président cubain reçoit un accueil enthousiaste en Afrique**
- **Campagne mondiale pour un million de signatures exigeant le retrait
de Cuba de la liste américaine des États soutenant le terrorisme**

Ne touchez pas à Haïti !

- **Une délégation du Kenya visite Haïti pour préparer le terrain pour
une force interventionniste étrangère**

Fête nationale du Vietnam

- 78e anniversaire de la victoire de la Révolution d'Août
- Le Vietnam est fermement engagé sur la voie de l'indépendance nationale et du socialisme, contribuant activement à la paix, à l'amitié, à la coopération et au développement dans le monde

Faisons du Canada une zone de paix!

Exigeons que le Canada s'exclue des préparatifs de guerre des États-Unis!



Piquet antiguerre à Montréal à l'occasion de la journée dédiée à Hiroshima, le 6 août

Le Groupe de bombardiers des États-Unis mène actuellement des exercices visant à intégrer d'autres forces de l'OTAN dans les préparatifs de guerre nucléaire des États-Unis. Selon les agences de presse, trois B-2 Spirits, également connus sous le nom de bombardiers furtifs, sont arrivés à Keflavik, en Islande, le 24 août, pour participer « avec les alliés de l'OTAN à une opération du Groupe de bombardiers des États-Unis en Europe ».

Les bombardiers furtifs, placés sous le commandement du US Air Force Global Strike Command (AFGSC), sont des bombardiers stratégiques à capacité nucléaire dotés d'une technologie furtive à faible visibilité conçue pour pénétrer les défenses antiaériennes les plus denses. L'AFGSC opère dans le monde entier avec quelque 33 700 militaires. Sur son site web, l'AFGSC se targue d'être « un groupe d'aviateurs assurant la dissuasion stratégique, la frappe globale et un soutien au combat

... à tout moment et en tout lieu ! Des leaders novateurs qui fournissent des forces prêtes au combat, sûres et efficaces, pour des frappes globales nucléaires et conventionnelles... aujourd'hui et demain ! »

Les États-Unis font la promotion de ce qu'ils appellent la « dissuasion stratégique » sûre, sécurisée et létale, ce qui signifie en fait qu'ils menacent constamment d'anéantissement leurs amis comme leurs ennemis. Avec un budget de guerre annuel de mille milliards de dollars, ils financent des armes modernes d'une capacité de destruction extrême et intègrent les autres pays dans leur économie de guerre. Ils possèdent des centaines de bases militaires dans le monde entier et d'armadas qui sondent constamment les défenses de pays souverains en exigeant qu'ils se soumettent tous au diktat américain.



Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) appelle toutes les Canadiennes et tous les Canadiens déterminés à mettre fin au danger de guerre et à garantir la paix à discuter des développements qui se déroulent sous nos yeux. L'époque exige que nous nous prononcions contre l'intégration du Canada à la machine de guerre et à l'économie de guerre des États-Unis. Les Canadiens ne doivent pas permettre au gouvernement de faire du Canada une zone de guerre sous commandement américain.



Rassemblement à Toronto à l'occasion de la journée dédiée à Hiroshima, le 6 août 2023, pour s'opposer à l'intégration du Canada à la machine de guerre des États-Unis

Les Canadiens doivent se regrouper et dénoncer l'hystérie guerrière de l'élite dirigeante qui parle d'un monde menacé d'extinction à cause de la possibilité de la supériorité militaire, y compris nucléaire, de « l'ennemi ». Pour se préparer à la guerre, elle prêche que l'interopérabilité des forces des États-Unis et de l'OTAN doit être perfectionnée, notamment les plans et les actions criminels de l'AFGSC pour créer une « dissuasion stratégique » contre l'extinction nucléaire.

Le commandement de guerre des États-Unis et de l'OTAN affirme que le but de l'exercice militaire en cours en Islande est « de faire en sorte que les forces de l'OTAN soient mieux à même d'intégrer et de concrétiser les objectifs de défense collective, et qu'elles soient mieux préparées à participer à une large gamme d'opérations militaires ». Les fauteurs de guerre déclarent que la paix est assurée en brandissant la menace d'anéantissement nucléaire, ce qui a été l'approche des États-Unis pour établir leur hégémonie mondiale depuis qu'ils ont terrorisé le monde pour l'obliger à se soumettre en larguant des bombes atomiques sur le Japon.



Face au refus de la majorité des pays du monde de se soumettre au diktat américain, les forces des États-Unis et de l'OTAN créent un climat d'hystérie à propos d'un holocauste nucléaire afin d'effrayer les peuples et de les amener à renoncer à leur droit souverain à l'existence. Le moment est venu de discuter de ce bellicisme et de faire du Canada une zone de paix. La marche du peuple vers la paix, la liberté et la démocratie est décisive pour assurer un avenir sans guerre.

Les peuples peuvent et doivent faire l'histoire en luttant pour s'investir du pouvoir de décider et en prenant le contrôle de toutes les décisions qui affectent leur vie. Cela inclut le contrôle des forces armées canadiennes en dehors de toute alliance militaire avec les États-Unis, qu'il s'agisse de l'OTAN ou de NORAD. Cela signifie le contrôle des ressources du Canada afin

qu'elles n'alimentent pas la machine de guerre des États-Unis, et le contrôle des affaires politiques nationales et internationales du pays afin de renoncer au recours à la force dans le règlement des différends.

Les Canadiens qui prennent le contrôle de leur vie veulent faire du Canada une zone de paix. Ils sont déterminés à ramener les navires de guerre et les forces armées canadiennes au Canada et à cesser de marauder sur les sept mers et de participer à des exercices de guerre qui provoquent la haine, les tensions et les conflits armés. Les Canadiennes et les Canadiens qui se donnent les moyens d'agir voient toute l'humanité comme une seule entité pour le développement réciproque et pour la paix, sans propagande haineuse et guerrière, sans visées sur leurs terres, leurs peuples et leur économie et sans ingérence dans leurs affaires intérieures.

***Élevons la voix contre la participation du Canada aux exercices militaires des États-Unis et de l'OTAN, y compris les préparatifs d'une guerre nucléaire!
Canada, hors de l'OTAN et de NORAD !
L'OTAN et NORAD doivent être démantelés !
Faisons du Canada une zone de paix !***



Piquet le 6 août 2023 à Vancouver, à l'occasion de la journée dédiée à Hiroshima



Multiplication des menaces américaines en Asie-Pacifique et développements connexes

Le Sommet du Camp David entre les États-Unis, le Japon et la Corée du sud

Le 18 août, le Conseil de l'Atlantique nord, qui prétend être « une organisation non partisane qui galvanise le rôle dirigeant des États-Unis et son engagement dans le monde, en partenariat avec leurs alliés et partenaires, pour trouver des solutions aux défis mondiaux », était heureux d'annoncer son compte-rendu du Sommet entre les États-Unis, le Japon et la Corée du sud qui a eu lieu à la résidence de villégiature du président américain à Camp David.



« Le président des États-Unis Joe Biden a accueilli le tout premier sommet trilatéral rassemblant les dirigeants des États-Unis, du Japon et de la Corée du sud à Camp David au Maryland. Biden a convié à ce sommet le premier ministre japonais Fumio Kishida et le président sud-coréen Yoon Suk Yeol dans le but de cimenter un ordre du jour de sécurité commune entre les trois pays pour dissuader la Chine et la Corée du nord. Le sommet s'est achevé par une déclaration commune décrite comme 'l'esprit de Camp David', ainsi que par un engagement commun de se consulter mutuellement sur toute question de menaces à la sécurité », rapporte le Conseil de l'Atlantique nord.

Le commentateur politique Alexandre Vorontsov, dans un article intitulé « La réincarnation du triangle États-Unis-Japon-Corée du sud », résume le sommet comme « un phénomène qualitativement nouveau et différent dans l'arène internationale, qui est fondamentalement différent de la structure tripartite, au sujet de laquelle de nombreux spécialistes de renommée internationale ont déjà écrit. Il y a en effet lieu d'y percevoir une véritable transformation de l'organisation, qu'on décrivait jusqu'alors comme une 'structure de coalition', en un pacte de sécurité militaro-politique en bonne et due forme. » Les documents produits au sommet sont de très grande envergure en termes de perspectives et de contenu, écrit l'auteur, qui ajoute que ce qui est en train d'être créé mérite une analyse détaillée.



Ayant identifié ce qu'il considère comme étant les points principaux, l'auteur note que les États-Unis considèrent la rencontre elle-même et ses résultats comme « un succès évident et retentissant de diplomatie américaine ». Il écrit : « Washington, ayant exercé une pression aussi dure que celle exercée en Europe, où il se targue de la rapidité et de l'efficacité par lesquelles il a mobilisé et subordonné ses partenaires de l'OTAN en une seule volonté alliée, se targue aussi d'avoir réussi à 'mettre au pas' ses alliés en Asie de l'Est. » Selon le commentateur, « en moins d'un an, l'administration Biden a réussi à convaincre le Japon et la Corée de mettre de côté leurs différends pérennes et de se concentrer sur ce que les États-Unis considèrent être les menaces communes. » Un exemple de « différends

pérennes » est « le fait que les deux nations sont perçues comme étant les principales alliées des États-Unis en Asie-Pacifique, en dépit du fait qu'elles ne réussissent même pas à s'entendre sur le nom de la mer qui les sépare. »

Alexandre Vorontsov écrit que « l'une des caractéristiques fondamentales qui ressort du nouveau pacte est que, tandis qu'antérieurement il était perçu comme un instrument de deuxième ordre consacré exclusivement à la région de l'Asie du Nord-Est avec le regard tourné vers la Corée du nord, maintenant sa principale mission est devenue mondiale et se définit comme étant de soutenir les tâches stratégiques des alliés des États-Unis partout dans la région indopacifique. » Le document « L'esprit du Camp David » affirme : « Notre partenariat n'existe pas que pour nos peuples, mais pour toute la région indopacifique. »

L'auteur souligne que Washington continue avec une énergie indomptable de bâtir une nouvelle architecture mondiale d'alliances militaro-politiques sous son contrôle direct, le long des périmètres des frontières de la Russie et de la Chine, unifiant l'infrastructure de sécurité de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique pour en faire une infrastructure énergétique autonome [...] ce que nous voyons déjà 'sur le terrain', » écrit Vorontsov. « Au Camp David, Washington a réussi à rapprocher Tokyo et Séoul de son ordre du jour stratégique et principalement antichinois, surmontant toute hésitation, tout désir de la part de Tokyo et, plus encore, de Séoul, de ne pas être en brouille avec Pékin. La Maison-Blanche a réussi à les convaincre d'emboîter le pas à un niveau supérieur en les ralliant à son programme stratégique. »

L'auteur ajoute : « Bien sûr, les documents du sommet foisonnaient de prises de positions condamnant les actions de [la République populaire démocratique de Corée (RPDC)] et mettant de l'avant des plans visant à neutraliser ses capacités militaires, y compris l'annonce de la création d'un nouveau groupe de travail trilatéral pour intensifier la coopération, de pair avec la communauté internationale, pour combattre les menaces cybernétiques de la RPDC et entraver ses opérations cybernétiques. Les trois pays se sont engagés à tenir des exercices militaires conjoints au moins une fois l'an, ainsi que des sommets, etc. [...] Il est évident que la plus récente exigence voulant que Pyongyang se dénucléarise, ce qu'évidemment elle juge inacceptable, confirme le fait que la troïka n'a aucun plan ou intention d'entamer un véritable processus de négociations avec la RPDC. »

Pour résumer, Vorontsov souligne que « le principal résultat du sommet, selon nous, est 'un grand pas de l'avant' dans la mise en oeuvre de la stratégie américaine de créer une architecture militaro-politique unifiée de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique. Nous pouvons y voir une profonde transformation de l'alliance États-Unis-Japon-Corée du sud et des efforts incessants pour l'institutionnaliser au maximum, ce qui mérite d'être le sujet d'une étude indépendante. En outre, le but de ces actions est clair – elles visent à renforcer cette infrastructure dans le but d'intensifier la confrontation avec la RPDC, la Chine et la Russie. »

Pour ce qui est des « experts du Conseil de l'Atlantique nord de l'OTAN », les chercheurs de l'Initiative de sécurité indopacifique du centre Scowcroft, ils soulignent que la nouvelle administration de la Corée du sud, avec sa nouvelle approche vis-à-vis la politique étrangère et ses relations avec les États-Unis, a « créé une occasion historique et l'administration Biden a bien fait de la saisir ». Du même coup, ils font valoir que la prudence est de mise puisque « malgré l'optimisme généré par une telle réalisation, il serait sage de reconnaître que de tels moments ne durent pas éternellement ».

Un chercheur, qui est aussi professeur adjoint et coordonnateur de projets à l'Université de Tokyo ainsi que chercheur principal associé au Forum du Pacifique, écrit qu'il ne s'agit pas de la « première tentative des États-Unis, du Japon et de la Corée du sud d'institutionnaliser la coopération trilatérale », mais, en déduit-il, « cette fois, c'est différent ». Il écrit : « Les trois dirigeants tentent d'adopter de manière autoritaire une institutionnalisation de la coopération trilatérale ayant un cycle de vie qui ne dépendra pas d'administratives successives. »

Il dit que les trois pays doivent maintenant agir de façon décisive pour « élargir leurs opérations au-delà de la défense antimissile ou de combats anti-sous-marins. Ces domaines pourraient inclure le renseignement, la surveillance et la reconnaissance; les combats de mines navales; les combats cybernétiques et électroniques; l'espace; l'évacuation de leurs citoyens respectifs; et la logistique. Pour y arriver, ils devront formuler des stratégies trilatérales et une coordination opérationnelle sans faille. Cela nécessitera aussi la création d'un groupe consultatif trilatéral sur le nucléaire, des exercices réguliers et l'envoi trilatéral d'agents de liaison, et des efforts pour assurer une comptabilité et une interopérabilité technique. »

Un autre de ces experts, un ancien PDG d'une société japonaise et représentant du département d'État américain, aurait déclaré que le sommet reflète « un effort majeur pour créer un précédent ». Il écrit : « Nous pouvons voir une coopération et une coordination consolidées dans une foule impressionnante de domaines d'intérêt mutuel, dont les réunions trilatérales annuelles institutionnalisées par les dirigeants et les membres de cabinets. Les pays se sont engagés à travailler ensemble pour promouvoir la sécurité maritime et la sécurité économique (y compris la résilience de la chaîne d'approvisionnement) » et « la lutte contre les menaces cybernétiques nord-coréennes et son évasion des sanctions, la coopération en défense antimissile, et la tenue de manoeuvres militaires trilatérales. »



Manifestation antiguerre au Japon, 3 mai 2022

Une autre « universitaire de l'OTAN » écrit : « Contrairement à une certaine spéculation à l'effet que la déclaration trilatérale sur la Chine et l'Indopacifique n'apporterait que des changements négligeables en raison de la position de la Corée du sud entre les États-Unis et la Chine, l'institutionnalisation et la consolidation de la coopération trilatérale en sécurité économique signale une nouvelle étape de valeurs et d'engagements communs. »

Un chercheur ayant vingt ans d'expérience dans l'armée américaine dit : « Reste à voir si cette coopération pourra permettre au groupe d'avoir un accès illimité à des semi-conducteurs haut de gamme au moment voulu : pendant un conflit régional armé. Au cours d'un conflit régional, les États-Unis doivent assurer un accès illimité à des semi-conducteurs particulièrement haut de gamme, afin de respecter ses garanties de sécurité et de défense envers le Japon, la Corée du sud et Taïwan. [...] Même si le fabricant géant de l'industrie des semi-conducteurs TSMC et son compétiteur Samsung ont promis d'investir dans de nouvelles usines de fabrication à l'étranger, ils vont vraisemblablement maintenir la production de semi-conducteurs bon marché et haut de

gamme à domicile. Puisque les usines de fabrication sont spécialisées, elles sont incapables de simplement passer de la production de semi-conducteurs à bon marché à des puces haut de gamme suite à une crise ailleurs. Ainsi, la déclaration commune annonçant que les trois travailleront ensemble 'pour lancer des projets de système d'alerte précoce pour élargir le partage de l'information et améliorer la politique de coordination en prévision de bris possibles aux chaînes d'approvisionnement mondiales' sera un important pas de l'avant pour garantir l'accès aux semi-conducteurs haut de gamme en cas de crise. Mais les trois États, y compris Taïwan, devront travailler ensemble pour favoriser la flexibilité de la chaîne d'approvisionnement. »

Un chercheur qui est aussi avec le Conseil de l'Atlantique nord sur la question de la Chine ajoute : « La coopération tripartite grandissante entre les États-Unis, le Japon et la Corée du sud pour l'Asie du Sud-Est et les îles du Pacifique, les deux étant devenus d'incontournables arènes de concurrence géopolitique entre la République populaire de Chine, les États-Unis et les alliés et partenaires de ces derniers – le Japon, la Corée du sud, l'Inde, l'Australie et d'autres [...] contribuera à ce que les États-Unis, leurs alliés et partenaires puissent faire des avancées dans leurs objectifs stratégiques et ainsi faire progresser le développement et la prospérité en Asie du Sud-Est et les îles du Pacifique. »



Manifestation à Séoul, Corée, à l'occasion du 70e anniversaire de la signature de l'armistice qui a mis fin à la guerre de Corée, 23 juillet 2023

Le peuple coréen et les peuples du monde exigent que les États-Unis signent un traité de paix permanent avec la RPDC, qu'ils cessent de la menacer d'holocauste nucléaire, qu'ils cessent tout exercice militaire agressif qui menace la RPDC et les peuples de toute la région, qu'ils cessent leurs préparatifs de guerre qui considèrent que les Taïwanais, les Japonais, les Coréens et les autres peuples sont jetables et que les troupes, les navires de guerre, les sous-marins et les avions de guerre américains retournent chez eux. Le temps est venu pour les peuples du monde de s'unir dans l'action et de s'imposer comme force décisive pour réaliser leur désir de paix, de liberté et de démocratie.



Le peuple coréen condamne l'accord tripartite de Camp David et les actions irresponsables du Japon

L'agence de presse de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), KCNA, rapporte qu'à la suite de l'accord tripartite du Camp David entre les États-Unis, le Japon et la République de

Corée, une lutte féroce s'est engagée dans toutes les régions de la Corée du sud pour obtenir la démission de Yoon Suk Yeol. Il est qualifié de « président traître qui accueille favorablement la calamité nucléaire en faisant des courbettes aux États-Unis et au Japon ». KCNA informe que les actions en Corée du sud appellent également à l'abrogation de l'alliance tripartite, à la fin des exercices de guerre et à l'arrêt du déversement par le Japon d'eau polluée par le nucléaire dans la mer.

L'Action populaire et d'autres organisations syndicales, civiques et publiques ont tenu des conférences de presse à Séoul et dans d'autres lieux pour condamner le danger accru de guerre nucléaire dû aux manœuvres de guerre des États-Unis et du régime de Yoon Suk Yeol. Des actions ont également eu lieu aux bases militaires américaines de Daegu, Pusan et de la province de Kyonggi. Les manifestants ont condamné l'accord de Camp David pour avoir accru le danger de guerre nucléaire en raison des exercices militaires conjoints les plus importants jamais menés, malgré la forte opposition de l'opinion publique nationale et internationale.

À Séoul, Kwangju et dans la province de Jeolla du sud, Solidarité pour la souveraineté, la Fédération des étudiants progressistes et d'autres organisations civiques, publiques et environnementales ont tenu des conférences de presse devant l'édifice et les bureaux du gouvernement. Le Conseil de situation de Séoul pour juger le régime de Yoon Suk Yeol, le siège du mouvement de Pusan contre le déversement d'eau polluée par le nucléaire à Fukushima et d'autres organisations régionales de différents secteurs ont organisé des actions de protestation tous les jours.

La Confédération des syndicats coréens et des organisations de différents milieux ont organisé une action d'urgence de 72 heures pour demander au Japon de cesser de déverser dans la mer des eaux polluées par le nucléaire. En organisant une manifestation et une occupation, la Confédération a averti que si le régime de Yoon Suk Yeol ne mettait pas un terme aux rejets d'eau polluée par le nucléaire du Japon, il le paierait très cher.

Les grandes manifestations se poursuivent en République de Corée

Le 2 septembre, à Séoul, s'est tenu le deuxième rassemblement populaire pour protester contre le déversement par le Japon d'eaux polluées par le nucléaire dans la mer et pour condamner le régime de Yoon Suk Yeol. Plus de 50 000 personnes ont participé à ce rassemblement, dont des membres de l'« action commune pour contrôler le rejet par le Japon d'eaux polluées par des armes nucléaires dans la mer », de la Fédération progressiste des étudiants, du Parti Minju et du Parti progressiste. Les manifestants ont scandé des slogans tels que « Interdiction totale d'importer des produits marins japonais », « Arrêt immédiat du rejet en mer des eaux polluées par le nucléaire en provenance de Fukushima » et « Nous condamnons le régime de Yoon Suk Yeol qui parle pour le gouvernement japonais ».

L'Agence internationale de l'énergie atomique affirme que les eaux usées nucléaires sont sécuritaires et a publié des rapports scientifiques à cet effet, mais il y a une énorme crise de crédibilité et de méfiance à l'égard de la science en raison de l'expérience passée avec les mesures gouvernementales, comme le manque de sécurité de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi en premier lieu, qui a été construite dans une zone peuplée sensible aux tremblements de terre et aux tsunamis, qui a causé beaucoup de dommages à la vie des gens lorsqu'elle a été frappée par un tremblement de terre et un tsunami en 2011. Le tsunami a fait plus de 15 000 morts ou disparus. Quelque 41 000 personnes sont toujours déplacées, dont plus de 22 000 ne peuvent pas rentrer chez elles en raison des radiations résiduelles.

Toujours à Séoul, le 55e rassemblement à la chandelle a eu lieu sur le thème de la « destitution de

Yoon Suk Yeol qui a déclaré la guerre au peuple ». Selon les journaux, l'opposition à Yoon, qui a encouragé et soutenu de manière proactive le rejet par le Japon d'eau polluée par le nucléaire, le considère comme un traître. Lors du rassemblement auquel ont participé des dizaines de milliers de personnes, dont des travailleurs, des fermiers, des étudiants, des citoyens et des congrégations religieuses, les orateurs ont dénoncé Yoon pour avoir déclaré la guerre à l'ensemble de la population afin d'aider le Japon à se débarrasser de ses eaux polluées par le nucléaire. Les participants ont marché jusqu'à Kwanghwamun (la porte principale et la plus grande du palais de Gyeongbokgung) vers les ambassades japonaise et américaine, portant des pancartes et des affiches avec les slogans « Rejet de l'Occident et du Japon » et « Chassons Yoon Suk Yeol du pouvoir » et chantant des slogans « Chassons Yoon Suk Yeol par la résistance de tout le peuple », « Avançons à la lueur des bougies », « Renversons les groupes de traîtres », etc.

Par ailleurs, plus de 200 000 personnes ont participé à un grand rassemblement organisé par le syndicat des enseignants et des travailleurs de l'éducation coréens devant le bâtiment du parlement pour protester contre la politique injuste en éducation du régime Yoon et pour exiger la démission du président Yoon pour ses actes de trahison.

Yoon Suk Yeol a dit que les manifestations étaient une provocation par des « forces totalitaires communistes », leurs « partisans opportunistes et des forces antiétatiques ». Il a ensuite accusé les manifestants « d'inciter à un sentiment antijaponais et de déformer l'accord de coopération que nous avons conclu avec les États-Unis et le Japon à Camp David en le présentant comme quelque chose qui mettra en danger la République de Corée et le peuple coréen », avant d'ajouter que « nos libertés actuelles sont constamment menacées ».





Rassemblement des enseignants devant le parlement à Séoul, Corée, 2 septembre 2023

(Photos : Hankyoreh, Korean Teachers and Education Workers Union)



Les manoeuvres des États-Unis au Conseil de sécurité sont condamnées

Le 25 août, les manoeuvres des États-Unis au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) pour détruire des institutions comme le CSNU et avancer un objectif politique contre la République populaire démocratique de Corée (RPDC) ont été condamnées. La mission permanente de la Fédération de Russie auprès du Conseil de sécurité de l'ONU a déclaré que « les États-Unis utilisent le siège de leur président au Conseil ce mois-ci pour faire avancer un programme étroit, intéressé et politisé ». Le représentant de la Russie a déclaré : « La réunion d'aujourd'hui n'est rien d'autre qu'une tentative cynique et hypocrite des États-Unis et de leurs alliés d'accroître la pression sur Pyongyang et détourner l'attention des actions irresponsables de Washington et de ses alliés dans la région, qui sont la véritable source des menaces à la paix et à la sécurité internationales. »

Le représentant de la Fédération de Russie a souligné que la pression sur Pyongyang ne se limite

pas à une activité purement militaire. Il a déclaré que malheureusement, la plate-forme du Conseil de sécurité est également utilisée à cette fin et que la réunion du Conseil tenue la semaine précédente sur la situation des droits de l'homme en RPDC, absolument inutile d'un point de vue pratique, en est une autre confirmation. Le représentant russe a déclaré que pour promouvoir leurs visées, les initiateurs de la réunion ont ignoré le mandat du Conseil de sécurité, qui n'est pas autorisé à traiter des questions relatives aux droits de l'homme.

Le représentant de la Fédération de Russie a également rejeté le régime sévère de sanctions à l'encontre de la RPDC : « Nous sommes convaincus que la politique de restrictions sévères [...] va fondamentalement à l'encontre de la mission de rétablissement de la confiance, qui devrait être la principale préoccupation du Conseil de sécurité. »



Le Japon jette des eaux usées radioactives dans l'océan Pacifique **Geste fortement condamné par les Japonais et les** **peuples des pays voisins**

– K.C. Adams –



Manifestation en Corée du sud contre le rejet d'eaux contaminées dans l'océan Pacifique, le 15 juillet 2023

Malgré une grande opposition locale et internationale, le gouvernement japonais et le monopole de l'énergie nucléaire Tokyo Electric Power Co (TEPCO) ont commencé à rejeter dans l'océan Pacifique, le 23 août, de l'eau radioactive traitée provenant de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima-Daiichi. La centrale a été détruite par un tremblement de terre suivi d'un tsunami en 2011.

Le geste a été condamné par le peuple japonais et par les pays voisins. Les communautés locales de pêcheurs situées à proximité de la centrale craignaient que leurs années de travail pour convaincre les consommateurs de l'innocuité des produits de la mer de Fukushima ne soient réduites à néant.

Le déversement de l'eau radioactive a incité la Chine à annoncer une interdiction générale et immédiate de tous les produits aquatiques en provenance du Japon. « En déversant dans l'océan de l'eau contaminée par des matières nucléaires, le Japon fait courir d'énormes risques au reste du monde et transmet ouvertement des dommages à long terme aux générations futures de l'humanité », a déclaré la Chine. En 2022, le Japon a exporté pour environ 600 millions de dollars de produits aquatiques vers la Chine, ce qui en fait le plus grand marché pour les exportations japonaises, Hong Kong arrivant en deuxième position. Les ventes à la Chine et à Hong Kong représentaient 42 % de toutes les exportations japonaises de produits aquatiques en 2022, selon les données du gouvernement.

À Hong Kong, les manifestants ont déclaré que « les actions du Japon en matière de déversement d'eau contaminée sont irresponsables, illégales et immorales ». Ils ont expliqué que « personne ne peut prouver que les déchets et les matières nucléaires sont sécuritaires. Ils ne sont absolument pas sécuritaires. »

En Corée du sud, la police a arrêté au moins 16 manifestants qui avaient pénétré dans l'ambassade du Japon à Séoul, où ils avaient déployé des banderoles condamnant à la fois le Japon et le gouvernement de la Corée du sud pour avoir cautionné ce crime contre l'environnement. Les étudiants, qui appartiennent à des organisations à vocation sociale et environnementale, dont le réseau Peace Nabi et Eco Action, ont tenu un rassemblement au cours duquel ils ont scandé des slogans et brandi des pancartes disant entre autres : « Nous condamnons le président Yoon pour avoir sacrifié la vie de la population par crainte de perdre des élections », « Le public coréen s'oppose au déversement d'eau contaminée » et « Vous vous dites président coréen, mais vous ne dites pas un mot négatif sur l'eau contaminée ».



Manifestation devant l'ambassade du Japon à Séoul (Corée), le 24 août 2023, pour s'opposer au rejet d'eau radioactive par le Japon

Le ministère des Affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée a déclaré : « La mer, origine des êtres vivants et richesse commune de l'humanité, est confrontée à une grave crise de pollution nucléaire. Le gouvernement japonais a décidé de rejeter dans la mer l'eau polluée par le nucléaire provenant de la centrale atomique de Fukushima, malgré l'opposition et les avertissements de la communauté internationale. »

Aux Philippines, le groupe de pêcheurs Pambansang Lakas ng Kilusang Mamamalakayang Pilipinas (Pamalakaya) a déclaré dans un communiqué que les eaux usées traitées de la centrale

nucléaire pourraient atteindre et contaminer les ressources marines et la biodiversité de l'archipel oriental des Philippines. Le groupe déclare que le déversement des eaux usées dans l'océan Pacifique pourrait avoir des conséquences à long terme et dramatiques pour la production de la pêche nationale et l'abondante biodiversité marine. « Nous demandons au gouvernement japonais de mettre fin à cette catastrophe environnementale en cours et de trouver d'autres moyens de se débarrasser de ses déchets nucléaires ailleurs. »

Les pêcheurs japonais locaux et la Fédération nationale des associations coopératives de pêche ont pris l'initiative de créer une large coalition pour trouver une autre méthode de gestion du problème, mais en vain. La Chine, la RPDC, la République de Corée et le Forum des îles du Pacifique, qui a fait part de ses « graves préoccupations », ont demandé à la communauté internationale de trouver une autre solution plutôt que de polluer les océans. Les groupes de défense de l'environnement ont contesté les affirmations du gouvernement japonais selon lesquelles l'eau n'affectera pas la vie marine ni la santé humaine. La National Association of Marine Laboratories des États-Unis souligne l'absence de données scientifiques adéquates et précises pour étayer les assurances du gouvernement japonais en matière de sécurité.



Manifestation à Fukushima contre le rejet d'eau contaminée, 14 avril 2023

L'action du gouvernement japonais viole également son engagement écrit de 2015 envers la fédération, les coopératives de pêcheurs de Fukushima, l'assemblée préfectorale de Fukushima et la plupart des assemblées locales de Fukushima, par lequel il promettait « de ne pas éliminer l'eau radioactive de Fukushima sans obtenir l'accord de toutes les parties concernées ». Cet accord n'a jamais été obtenu.

Zhang Kejian, président de l'autorité chinoise de l'énergie atomique, s'exprimant lors d'une réunion du conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique en juin à Vienne, a souligné que la quantité d'eaux usées contaminées par le nucléaire provenant de la centrale est importante, que leur composition est complexe et que la période d'élimination est d'une durée sans précédent. Selon lui, il n'existe aucune technologie efficace pour traiter le nombre de nucléides qui seront rejetés. Certains nucléides à longue durée de vie peuvent se diffuser avec les courants océaniques, ce qui aura des répercussions imprévisibles sur l'écologie marine et la santé humaine. Il est « inacceptable » que le Japon continue de rejeter de l'eau contaminée sans vérifier la fiabilité à long terme des technologies et des équipements de purification concernés et tente en outre de dissimuler le danger, a déclaré Zhang Kejian en conclusion.



Manifestation à Séoul, Corée, 20 mai 2023

L'opportunisme a créé les conditions d'une catastrophe

La situation est d'autant plus inquiétante lorsqu'on sait que l'opportunisme en matière de coûts guide TEPCO et le gouvernement depuis le début de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi et de la production d'énergie électrique en général. La majeure partie de la production d'électricité au Japon provient de centrales nucléaires ou au charbon. Les infrastructures électriques nécessaires ont été considérées dès le départ comme devant être fournies au moindre coût aux consommateurs industriels. Depuis la privatisation généralisée de l'infrastructure de production d'électricité, le profit maximum pour les producteurs privés a encore renforcé l'opportunisme au détriment de tout principe.

La centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi est située dans l'une des zones sismiques les plus actives au monde, avec un historique ancien et actuel de tsunamis de grande ampleur. En outre, des tremblements de terre aussi lointains que le Chili, de l'autre côté de l'océan, ont généré de fréquents tsunamis destructeurs le long de la côte japonaise du Pacifique. Malgré ces données scientifiques et ces connaissances, la centrale nucléaire a été construite non seulement au-dessus d'une zone sismique active, mais aussi au niveau de la mer, comme le montre la photo ci-contre. TEPCO et le gouvernement expliquent cette décision avec la réponse pragmatique typique selon laquelle de l'eau est nécessaire pour refroidir les réacteurs et que l'emplacement le moins cher est le bord de mer.

Les bâtiments abritant les réacteurs de la centrale de Fukushima ont été endommagés par des explosions d'hydrogène provoquées par le tremblement de terre de magnitude 9,2 qui s'est produit à proximité en 2011, et le tsunami qui a suivi a mis hors service les systèmes de refroidissement des réacteurs, dont trois sont entrés en fusion. Pour éviter que la situation ne s'aggrave et préparer le démantèlement de l'ensemble de la centrale, plus de 1,3 million de tonnes d'eau ont été utilisées pour refroidir les trois réacteurs paralysés.



Dans la photo de TEPCO ci-dessous on voit la vague du tsunami de 2011 s'approchant de la centrale nucléaire située au niveau de la mer.

En refroidissant les réacteurs et les débris radioactifs éparpillés dans le sous-sol de la centrale, l'eau elle-même est contaminée. Les eaux usées radioactives sont traitées dans un système de filtration qui ne peut pas éliminer tous les éléments nocifs, en particulier le tritium. L'eau contaminée par le tritium est ensuite stockée dans des réservoirs sur le site. TEPCO affirme que cette méthode sera maintenue pendant au moins 40 ans, jusqu'à ce que le démantèlement et l'assainissement soient terminés. Entre-temps, les réservoirs contenant l'eau contaminée sur le site sont presque pleins et occupent tout l'espace disponible sur le site. Selon TEPCO, il n'y a pas d'autre solution que de déverser l'eau dans l'océan, car chaque jour apporte son lot d'eau contaminée à stocker.



Séoul, Corée, 12 juin 2023

La question de l'élimination des déchets radioactifs est un problème non résolu qui plane sur la production d'énergie nucléaire. À l'heure actuelle, la plupart des déchets dangereux sont stockés en vue de leur élimination par les générations futures et les progrès de la science. Le Japon dispose d'un nombre limité de zones où les déchets radioactifs peuvent être entreposés en toute sécurité, notamment sous terre, en raison de la fréquence des tremblements de terre. TEPCO, d'autres monopoles et le gouvernement ont cherché à payer des pays, dont le Canada, pour qu'ils acceptent les déchets nucléaires du Japon[1]. Ne pas investir dans la recherche de solutions à ce problème est un autre aspect de l'opportunisme sur les prix de production qui gouverne les impérialistes et leur objectif central de générer non pas un produit social pour le bien de tous, y compris l'environnement naturel, mais un maximum de profits pour les entreprises privées.

Note

1. Voir « Des révélations concernant des négociations secrètes pour importer des déchets radioactifs du Japon au Canada », *Forum ouvrier*, 16 avril 2021



Réunion du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud (BRICS) en Afrique du Sud

Un sommet historique qui renforce l'unité en faveur de la coopération pacifique et du progrès



Du 22 au 24 août, le groupe BRICS, composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, a tenu son 15e sommet de chefs d'États et de gouvernements à Johannesburg, en Afrique du Sud, sur le thème : « Les BRICS et l'Afrique : un partenariat pour la croissance mutuelle accélérée, le développement durable et le multilatéralisme inclusif ». L'Afrique du Sud préside les BRICS en 2023 et l'hôte du sommet était le président sud-africain Cyril Ramaphosa. Il s'agissait du premier sommet en présentiel depuis 2019.



Représentant les pays membres, y ont participé le

président du Brésil Luiz Inacio « Lula » da Silva, le président de la Chine Xi Jinping, le président de l'Afrique du Sud Cyril Ramaphosa, le premier ministre de l'Inde Narendra Modi et le ministre des Affaires étrangères de la Russie Sergueï Lavrov. Le président de la Fédération russe Vladimir Poutine y a participé en ligne. Ont aussi été invités les représentants de l'Association des nations du Sud-Est et des Nations unies. Des représentants de 60 autres pays étaient aussi présents. L'ampleur de la participation internationale était en soi une des caractéristiques principales du sommet cette année.

Dans son discours d'ouverture, le président Cyril Ramaphosa a fait valoir que les BRICS valorisent la solidarité et le progrès, l'inclusivité, un ordre mondial plus juste et équitable et le développement durable. Il a dit que pendant sa présidence aux BRICS, une priorité stratégique a été l'ordre du jour africain tel que reflété dans le thème du sommet cette année. Il a dit : « Nos objectifs sont le commerce et les investissements réciproques. Nous voulons que les biens, produits et services de l'Afrique puissent concurrencer de façon égalitaire au sein de l'économie mondiale. La zone de libre-échange du continent africain, dès qu'elle sera rodée, ouvrira l'accès aux avantages du marché continental et générera des occasions à avantage réciproque pour les pays africains et des BRICS. »

Le principal point à l'ordre du jour du sommet cette année était l'expansion des BRICS, ce qui a été réalisé avec succès. Le ministre des Affaires étrangères de l'Afrique du Sud Naledi Pandor a annoncé à la fin de la première journée de réunions que les dirigeants des BRICS avaient adopté un document d'orientations et de principes encadrant l'expansion du regroupement. « Nous avons accepté de procéder à l'expansion. Nous avons un document que nous avons adopté qui fixe les orientations et les principes, les processus permettant d'évaluer les pays qui désirent devenir membres des BRICS. » Une proposition du premier ministre Narendra Modi voulant qu'un des critères d'adhésion soit qu'aucun membre n'ait été visé par des sanctions internationales n'a pas été adoptée. Cette proposition aurait exclu l'Iran, le Venezuela, Cuba et plusieurs autres.



L'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont été acceptés en tant que membres lors de ce sommet, et leur adhésion entrera en vigueur le 1er janvier 2024. On a aussi demandé aux ministres des Affaires étrangères des BRICS de dresser une liste de pays partenaires potentiels, dans le but de les présenter lors du sommet de 2024.

Seize autres pays ont formellement soumis une demande de faire partie des BRICS. Ce sont l'Algérie, le Bahreïn, le Bangladesh, le Bélarus, la Bolivie, Cuba, le Honduras, l'Indonésie, le Kazakhstan, le Koweït, le Nigéria, la Palestine, le Sénégal, Thaïlande, le Venezuela et le Vietnam. D'autres pays ont aussi exprimé un intérêt à être membre, dont l'Afghanistan, l'Angola, l'archipel

des Comores, la République démocratique du Congo, le Gabon, la Grèce, la Guinée-Bissau, le Mexique, le Maroc, le Nicaragua, le Pakistan, le Soudan, la Syrie, le Tadjikistan, la Tunisie, la Turquie, l'Ouganda et le Zimbabwe.

Les questions économiques et la coopération ont été au coeur des discussions, tel que reflété dans la déclaration finale en 94 points. La déclaration finale du sommet des BRICS 2023 présente les résultats des discussions regroupées en six thèmes : Partenariat pour un multilatéralisme inclusif, Promotion d'un environnement de paix et de développement, Partenariat pour une croissance mutuellement accélérée, Partenariat pour le développement durable, Approfondissement des échanges entre les peuples et Développement institutionnel[1].

Le renforcement de la coordination macroéconomique et une plus grande coopération économique ont également été réaffirmés et des plans ont été annoncés visant à améliorer la coopération en agriculture afin d'assurer la sécurité alimentaire. Les pays des BRICS représentent un tiers de la production alimentaire mondiale. La déclaration finale préconise de poursuivre l'expansion des monnaies nationales en commerce et dans les transactions financières entre les pays de l'association afin de réduire la dépendance au dollar américain. Cela fait suite au travail du 14e sommet des BRICS en juin 2022, alors que la proposition de la Russie de créer une nouvelle réserve de devises fondée sur un panier de devises de ses pays membres a été adoptée. La déclaration finale a aussi rejeté les barrières au commerce, dont celles imposées par plusieurs pays développés sous prétexte de lutter contre le changement climatique. Le conflit ukrainien a été mentionné pour souligner l'appréciation des « propositions de médiation » visant à un règlement pacifique de la crise ukrainienne, y compris la mission de maintien de la paix africaine.

Les membres des BRICS, dans leur déclaration finale, réaffirment leur engagement envers le multilatéralisme et le droit international avec les Nations unies en tant que pierre angulaire du système de relations internationales. Ils ont aussi appelé à réformer les Nations unies pour permettre une plus grande représentation des pays en développement, en particulier au Conseil de sécurité, ainsi que les institutions financières de l'Organisation mondiale du commerce et de Bretton Woods, y compris le Fonds monétaire international, qui devraient toutes être réformées pour mieux refléter les intérêts des nations et des peuples du monde. Le sommet des BRICS s'est aussi engagé à favoriser une approche plus équilibrée visant à renforcer et intégrer la voix de ces pays qui forment les soi-disant « pays du Sud » dans l'ordre du jour du G20 au cours de la présidence indienne en 2023 et des présidences brésiliennes et sud-africaines en 2024 et 2025.

Le dernier jour du sommet, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres « a répété les demandes de réformes de longue date des BRICS au Conseil de sécurité de l'ONU, au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale », selon Reuters. Guterres a dit : « Les structures de gouvernance mondiales d'aujourd'hui reflètent le monde d'hier. Pour que les institutions multilatérales soient vraiment universelles, elles doivent être réformées pour refléter les forces et les réalités économiques d'aujourd'hui. »

Le président cubain Miguel Diaz-Canel, en sa qualité de président tournant du G77+Chine, s'est adressé au sommet le dernier jour. Il a qualifié les BRICS de « mécanisme d'intégration qui, en raison de sa nouveauté et de sa diversité, ouvre des perspectives et des espoirs sur la voie du renforcement du multilatéralisme, qui aujourd'hui est aussi urgent qu'essentiel pour le destin même de l'Humanité ». Il a poursuivi :

« J'assiste à ce dialogue avec l'énorme responsabilité que représente pour Cuba le fait d'assurer la présidence du groupe des 77 plus la Chine, le groupement le plus important et le plus diversifié de nations en développement. Nous sommes 134 pays, a-t-il rappelé, les deux tiers des membres de l'Organisation des Nations unies, où vit près de 80 % de la population mondiale, confrontés aux défis colossaux d'un monde de plus en plus inégalitaire, où l'exclusion et la pauvreté se sont multipliées après deux années de pandémies suivies de conflits dramatiques. » « Nous, groupe des

77 plus la Chine et les BRICS », a déclaré Miguel Diaz-Canel, « avons la responsabilité et la possibilité d'agir pour changer cet ordre mondial injuste : ce n'est pas une option, c'est la seule possibilité. ».

Le président cubain a rappelé que la transformation réelle de l'architecture financière internationale actuelle, qu'il a qualifiée de profondément injuste, anachronique et dysfonctionnelle, est une exigence historique du G77+Chine et des BRICS. Il a souligné que la nouvelle banque de développement créée par les BRICS peut et doit devenir une alternative aux institutions financières actuelles, qui imposent depuis près d'un siècle des recettes draconiennes pour profiter des réserves du Sud et reproduire les cycles d'assujettissement et de domination. L'extension de ce mécanisme de réserves de devises étrangères sur une large base peut garantir la certitude et la stabilité au Sud et contribuerait à atténuer les déséquilibres du système monétaire actuel. L'établissement de lignes de crédit mutuelles en monnaies locales par les banques des pays du BRICS et la possibilité de créer une monnaie unique pour leurs opérations, a-t-il ajouté, sont également des initiatives qui pourraient être appliquées dans les relations avec d'autres pays en développement. Cela pourrait réduire le monopole abusif du dollar américain en tant que monnaie de réserve mondiale, qui renforce et garantit une hégémonie préjudiciable au reste du monde.

En ce qui concerne le développement scientifique et la technologie, Miguel Diaz-Canel a appelé à une coordination efficace entre les BRICS et le G77+Chine, pour sauvegarder le principe des responsabilités communes mais différenciées dans la mise en oeuvre de la Convention-cadre et de l'Accord de Paris, et pour que le G77+Chine et les BRICS brisent le monopole d'un club de pays qui contrôlent la plupart des brevets, des technologies, des centres de recherche, et drainent les talents de nos pays. À cet égard, Cuba a demandé la tenue d'un sommet des chefs d'État et de gouvernement du groupe des 77 et de la Chine sur la science, la technologie et l'innovation en tant que prémisses du développement, qui se tiendra en septembre prochain à La Havane.

Le président cubain a conclu en disant : « Nous croyons fermement au pouvoir de l'unité dans la diversité et que le moment est venu d'agir ensemble pour défendre des revendications historiques qui, faute d'avoir été traités à temps, ont multiplié les problèmes auxquels nos nations sont confrontées aujourd'hui. Pour avancer vers un avenir plus juste et plus durable, le temps de l'action collective n'est pas demain, c'est aujourd'hui. »

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a abordé les résultats du sommet dans ses remarques qui ont clôturé l'événement. Il a déclaré qu'avant le sommet, un vaste programme d'affaires des BRICS avait été mis en place afin d'attirer les investissements, de promouvoir la collaboration et de présenter les opportunités en Afrique du Sud, en Afrique et dans les pays des BRICS. « Nous saluons la vision claire de Dilma Rousseff en tant que présidente de la Nouvelle banque de développement sur le rôle que la banque devrait jouer pour soutenir les infrastructures et le développement durable en Afrique et dans les pays du Sud. Nous avons célébré le 10e anniversaire de la création du Conseil des affaires des BRICS et nous nous sommes félicités de l'auto-évaluation du Conseil et des recommandations qui en ont découlé pour les dirigeants, a-t-il déclaré. Nous avons parlé de nos attentes concernant le partenariat économique des BRICS, qui doit générer des avantages tangibles pour nos communautés et apporter des solutions viables aux défis communs auxquels le Sud est confronté. Nous avons partagé notre vision des BRICS en tant que défenseur des besoins et des préoccupations des peuples du Sud. Il s'agit notamment de la nécessité d'une croissance économique bénéfique, d'un développement durable et d'une réforme des systèmes multilatéraux. Nous réitérons notre engagement en faveur d'un multilatéralisme inclusif et du respect du droit international, y compris les objectifs et les principes inscrits dans la Charte des Nations unies. »

Cyril Ramaphosa a déclaré que les BRICS reconnaissent qu'il existe une dynamique mondiale en faveur de l'utilisation de monnaies locales, d'arrangements financiers alternatifs et de systèmes de paiement alternatifs, et qu'ils sont prêts à explorer les possibilités d'améliorer la stabilité, la fiabilité

et l'équité de l'architecture financière mondiale. Le sommet, a-t-il dit, a convenu de charger les ministres des Finances et/ou les gouverneurs des banques centrales des BRICS, selon le cas, d'examiner la question des monnaies locales, des instruments de paiement et des plates-formes et de faire rapport aux dirigeants des BRICS d'ici le prochain sommet.

En ce qui concerne l'expansion des BRICS, le président Ramaphosa a déclaré : « Les BRICS eux-mêmes sont un groupe diversifié de nations. Il s'agit d'un partenariat égal entre des pays qui ont des points de vue différents, mais qui partagent la même vision d'un monde meilleur. »

La présidence des BRICS passe à la Russie en 2024 et le prochain sommet se tiendra dans la ville de Kazan, en Russie.

Note

1. Voir [la déclaration complète](#) (en anglais)



La solidarité avec Cuba s'élargit

Le président cubain reçoit un accueil enthousiaste en Afrique



Le président cubain Miguel Diaz-Canel entame sa tournée officielle de l'Afrique australe en Angola, 20 août 2023.

Le président cubain Miguel Diaz-Canel est arrivé en Angola le 20 août pour une visite officielle, où il a entamé une tournée en Afrique australe qui comprend, outre l'Angola, le Mozambique, la Namibie et l'Afrique du Sud. En Afrique du Sud, en sa qualité de président du Groupe des 77 + Chine et hôte du sommet de ce groupe qui se tiendra à Cuba les 15 et 16 septembre, il a également participé au sommet des BRICS.

Miguel Diaz-Canel a annoncé sur X (Twitter), peu avant son départ de Cuba, qu'il se rendait dans « notre Afrique bien-aimée, pour effectuer des visites officielles en Angola, au Mozambique et en

Namibie, et pour participer au sommet des BRICS qui se tiendra en Afrique du Sud. Ce sont des nations soeurs avec lesquelles nous sommes unis par une histoire marquée par la solidarité à tout prix. »

À son arrivée en Angola, Miguel Diaz-Canel a été reçu par le président Joao Gonçalves Lourenço. Les deux hommes se sont entretenus afin de définir des stratégies visant à faire progresser conjointement leurs pays et leurs relations. Miguel Diaz-Canel s'est également adressé à l'Assemblée nationale (Congrès unicaméral), a signé plusieurs accords, a rendu hommage à Agostinho Neto, père fondateur de l'Angola et ami proche de Cuba, et a rencontré des représentants d'un large éventail du peuple angolais et des Cubains vivant en Angola.



Miguel Diaz-Canel est accueilli à l'Assemblée nationale angolaise, 21 août 2023.

Les relations avec l'Angola sont très étroites depuis que Cuba a joué un rôle crucial dans les luttes communes pour maintenir l'indépendance angolaise et dans le soutien mutuel apporté dans les situations difficiles, ainsi que dans la recherche du développement. Depuis 1975, Cuba a apporté un soutien décisif aux forces du gouvernement du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), dirigé par Agostinho Neto, dans la préservation de l'indépendance. Les Cubains ont participé à cette lutte aux côtés des Angolais, et beaucoup y ont laissé leur vie. Aujourd'hui, plus de 2 000 Cubains fournissent des services professionnels en Angola, principalement dans les secteurs de la santé, de l'enseignement supérieur, de la défense, de l'énergie, de l'industrie, de l'ordre intérieur et des ressources hydrauliques. De même, plus de 9 800 étudiants angolais ont obtenu leur diplôme à Cuba.

Le soutien de Fidel Castro Ruz à l'Angola est inégalé, que ce soit lors de la lutte pour l'expulsion des troupes sud-africaines de l'apartheid, finalement vaincues lors de la grande bataille de Cuito Cuanavale, ou plus récemment dans le domaine médical.

Miguel Diaz-Canel a assisté à une cérémonie dédiée à la mémoire du Dr Agostinho Neto dont le centenaire de naissance a été récemment célébré, à son mémorial sur la Place de la République, à Luanda. Il a rappelé que l'héritage de Neto était celui d'un leader singulier, « qui s'est montré à la hauteur en tant que révolutionnaire, intellectuel et poète engagé dans la juste cause qu'il a défendue sous les couleurs rouge et noire du MPLA ».

Au nom du peuple cubain, le président Diaz-Canel a déposé une couronne en hommage à Agostinho Neto et a visité l'enceinte où se trouve sa dépouille. Il a remercié le président Joao Gonçalves Lourenço pour son accueil, ses paroles d'affection à l'égard de Cuba et son hospitalité. « Nous nous réjouissons de constater la grande appréciation et l'affection pour Cuba en Angola, que nous avons toujours ressenties depuis notre arrivée dans ce pays bien-aimé », a-t-il dit. Miguel

Diaz-Canel et Joao Gonçalves Lourenço ont assisté à la signature de trois mémorandums visant à développer la coopération économique.

Lors d'une session du Conseil des ministres de ce pays, il a transmis les salutations chaleureuses du général d'armée Raul Castro Ruz au peuple et au gouvernement angolais. Miguel Diaz-Canel a déclaré que c'était un honneur de s'adresser aux membres du Parlement angolais, qu'il a remerciés au nom du peuple cubain pour leur soutien à la demande de levée du blocus économique imposé à Cuba, et pour l'appui parlementaire au renforcement des liens économiques et de coopération.



Le président a rencontré des amis de Cuba provenant d'organisations de solidarité et des Cubains vivant en Angola. Des membres de la Ligue angolaise d'amitié et de solidarité avec les peuples, de l'Association d'amitié Angola-Cuba et de l'Association des pré-cadets et cadets angolais, ont tous exprimé leur gratitude pour le soutien historique de Cuba à leur pays. Parmi les autres qui ont pris la parole lors de la rencontre il y avait des membres de la Force syndicale angolaise, du Forum international de la jeunesse et de l'Union nationale des travailleurs. Les participants se sont mis d'accord sur la condamnation du blocus des États-Unis et de toutes les mesures coercitives appliquées à Cuba. Un représentant de l'Institut de santé Fidel Castro Ruz a dit que les contributions de Cuba à l'Afrique et au monde sont inégales et a condamné le blocus américain de Cuba comme un crime.

La Ligue africaine, l'Organisation des femmes angolaises et l'Association des diplômés de Cuba, connue sous le nom de Los Caimaneros, ont vivement applaudi le travail des Cubains dans la formation des jeunes de ce pays dans le domaine médical. De son côté, le président de l'Association de la communauté des résidents cubains en Angola, Felix Arozarena, a assuré Miguel Diaz-Canel qu'il pouvait compter sur ses membres, unis par le sentiment d'amour pour leurs familles, leur patrie et la défense de la souveraineté.



Le président Diaz-Canel rencontre des coopérants cubains en santé et en éducation en Angola.

Malgré le programme serré de la visite officielle, Miguel Diaz-Canel a déclaré qu'il était essentiel de rencontrer les amis de Cuba et les compatriotes résidant en Angola. Il les a remerciés pour leurs témoignages de solidarité dans les moments difficiles que la nation caribéenne a traversés récemment, pour l'affection qu'ils lui portent et pour les actions qu'ils mènent pour la sauvegarder. Il a également exprimé sa gratitude pour la condamnation du blocus économique et pour avoir affronté sur les réseaux sociaux les campagnes de désinformation et de déformation de la réalité cubaine. Il a mentionné que du 25 au 27 octobre, la Rencontre continentale africaine de solidarité avec Cuba se tiendra dans la nation caribéenne, et que les 18 et 19 novembre, la quatrième conférence « La Nation et l'émigration » aura lieu. « Nous comptons sur votre succès ainsi que tous ceux qui, comme vous, sont dédiés au bien-être et au progrès de la nation », a-t-il souligné.

Le président Diaz-Canel est arrivé en Afrique du Sud le 22 août. « Nous sommes déjà dans la patrie de notre cher ami Nelson Mandela », a-t-il écrit après son arrivée en Afrique du Sud. Il a rappelé que le commandant en chef Fidel Castro Ruz avait décrit Nelson Mandela comme un dirigeant brillant et extraordinaire, symbole de la liberté de l'Afrique et du monde. Le président a également rappelé les sentiments de fraternité et de solidarité qui inspirent les relations entre l'Afrique du Sud et Cuba.

Le président cubain était accompagné, entre autres représentants, de Bruno Rodriguez, ministre des Affaires étrangères, de José Angel Portal Miranda, ministre de la Santé publique, et d'Emilio Lozada, chef du département des relations internationales du Comité central du Parti communiste de Cuba.



Le président a assisté le 24 août au sommet des BRICS, en tant qu'invité et en sa qualité de président *pro tempore* du G77+Chine. À ce titre, il a prononcé un discours dans lequel il a qualifié de grand honneur et de privilège sa présence à la conférence d'une organisation qui suscite de grandes attentes et de grands espoirs dans le renforcement du multilatéralisme actuellement urgent et essentiel. « Si nous n'agissons pas immédiatement, nous léguerons à nos enfants et petits-enfants une planète non seulement méconnaissable pour ceux d'entre nous qui viennent du siècle précédent, mais aussi, et malheureusement, condamnée à être inhabitable », a-t-il déclaré. (Voir [le texte intégral du discours de Miguel Diaz-Canel à la réunion des BRICS.](#))

Miguel Diaz-Canel s'est également entretenu avec plusieurs dirigeants de pays participant au sommet des BRICS. Entre les sessions, il a rencontré Azali Assoumani, président des Comores et de l'Union africaine. Les deux ont abordé les relations bilatérales entre leurs pays. Miguel Diaz-Canel a invité Azali Assoumani à participer au sommet du G-77 à La Havane. Il a également rencontré Dilma Rousseff, présidente de la banque des BRICS, pour discuter de la possibilité de mettre en oeuvre des projets communs. Il a également rencontré le premier ministre indien Narendra Modi qu'il a remercié pour les lignes de crédit accordées par l'Inde à Cuba pour développer les énergies renouvelables et la riziculture.

Le point culminant de sa visite en Afrique du Sud a été le rassemblement de solidarité qui s'est tenu dans la matinée du 23 août. Ce rassemblement militant et joyeux était organisé par le Congrès national africain (ANC), le Congrès des syndicats sud-africains et le Parti communiste sud-africain pour exprimer leur soutien à Cuba et exiger la fin du blocus américain. Le rassemblement a eu lieu au Freedom Park, à Tshwane, et la salle était pleine à craquer. Le président cubain et le secrétaire général de l'ANC, Fikile Mbalula, ont pris la parole.



Fikile Mbalula a exprimé la profonde reconnaissance du peuple sud-africain pour le soutien indéfectible de Cuba, qui a joué un rôle décisif dans la lutte contre l'apartheid. Il a déclaré : « Nous n'oublierons jamais le sacrifice ultime consenti par les Cubains lors de la bataille de Cuito Cuanavale en Angola, qui a conduit à la défaite historique des forces armées de l'apartheid. » Faisant référence à la formation par Cuba de milliers de médecins d'Afrique du Sud et de nombreux autres pays, il a ajouté : « Pour nous, en Afrique du Sud et dans les pays du Sud, Cuba est synonyme d'actes de solidarité profonds. »

Au nom de l'ANC, il a réitéré la promesse d'une solidarité sans équivoque avec le peuple cubain contre le blocus injuste des États-Unis, a demandé le retrait de Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme et a exhorté les Sud-Africains à se joindre à la campagne mondiale d'un million de signatures pour la levée du blocus.



Le président cubain Diaz-Canel s'adressant au rassemblement de solidarité.

Miguel Diaz-Canel a rendu hommage à Nelson Mandela et aux héros cubains tombés dans la lutte pour la libération de l'Afrique du Sud. Il a remercié les autorités et le peuple sud-africains d'avoir pris soin des médecins et des travailleurs de la santé cubains qui travaillent dans leur pays depuis plus de vingt ans. Il a dit : « Au nom de ceux qui sont tombés pour la liberté et la souveraineté de l'Afrique, de l'Afrique du Sud et de Cuba, pour la paix et l'harmonie entre les nations et les êtres

humains, luttons pour que l'amitié devienne indestructible et que les générations futures de Sud-Africains et de Cubains soient fières des liens que nous leur léguons. »



Arrivée du président Diaz-Canel au Mozambique, 25 août 2023

Le 25 août, Miguel Diaz-Canel s'est rendu au Mozambique, où il a été officiellement reçu par son homologue mozambicain, Felipe Nyussi, à la présidence de la République, où les deux dirigeants ont eu un entretien privé. Au cours de leurs entretiens, Felipe Nyussi a confirmé l'invitation du président cubain à se rendre à La Havane en septembre pour participer au sommet du G77+Chine. Miguel Diaz-Canel a rappelé que le 27 août marque le 48e anniversaire des relations bilatérales entre les deux pays.

Miguel Diaz-Canel a terminé sa tournée en Namibie, où il a été l'invité d'honneur de la cérémonie organisée à l'occasion de la Journée des héros. Rendant hommage aux héros et héroïnes de Namibie, d'Angola et de Cuba, il a déclaré qu'ils avaient « ouvert la voie à l'indépendance avec leur sang et mis fin au régime de l'apartheid ». Il a également reçu des mains de son homologue namibien l'« Ordre de la très ancienne Welwitschia Mirabilis », la plus haute décoration de Namibie. Des accords bilatéraux ont été signés pour renforcer les liens mutuels.



Le président Miguel Diaz-Canel était l'invité d'honneur de la cérémonie de la Journée des héros en Namibie, le 26 août 2023.

(Photos : la Présidence cubaine)



Campagne mondiale pour un million de signatures exigeant le retrait de Cuba de la liste américaine des États soutenant le terrorisme



Des artistes, dirigeants politiques, mouvements populaires, syndicats et partis politiques de partout dans le monde se sont unis dans une campagne historique pour exiger du président américain Joe Biden qu'il retire Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme.

Les organisations à l'origine de cette campagne – l'Assemblée internationale des peuples (AIP), les mouvements ALBA, le Forum de Sao Paulo, la Confédération des syndicats des travailleurs des Amériques, Jornada Continental por la Democracia y Contra el Neoliberalismo, la Marche mondiale des femmes, le Réseau continental latino-américain et caraïbe uni pour Cuba et La Via Campesina – visent l'obtention de plus d'un million de signature au bas d'une lettre adressée à Biden demandant que Cuba soit retirée de la liste d'États soutenant le terrorisme. La lettre sera livrée à Biden à l'occasion de la Journée mondiale des droits de l'homme le 10 décembre.

Dans la lettre, on souligne que la désignation d'État soutenant le terrorisme « fait en sorte qu'il est beaucoup plus difficile pour Cuba de faire des transactions au moyen des systèmes bancaires internationaux et de faire l'acquisition de produits essentiels sur le marché international, tels que le combustible, les denrées alimentaires, le matériel de construction, les produits hygiéniques et les médicaments ».

Chico Buarque, le renommé musicien brésilien, Citlalli Hernandez, sénateur et secrétaire général du parti MORENA au Mexique, Peter Mertens, président du Parti des travailleurs de Belgique, Judith Butler, intellectuelle féministe, et Evo Morales, ancien président de la Bolivie, ont déjà ajouté leur nom à la campagne.

Ernesto Samper, ancien président colombien et un des signataires de la campagne, a déclaré : « Biden doit retirer Cuba de la liste, parce que Biden avait compris, avec le président Obama, que les sanctions unilatérales sur le plan international sont illégales, immorales et inhumaines et que c'est la raison pour laquelle ils ont entamé un processus historique de normalisation des relations entre les deux pays qui aurait pu signaler le début de la fin du blocus. »

Pour de plus amples informations sur la campagne, visiter le site web LetCubaLive.info.

(Assemblée internationale des peuples, le 11 août 2023)



Ne touchez pas à Haïti !

Une délégation du Kenya visite Haïti pour préparer le terrain pour une force interventionniste étrangère

Une délégation kenyane « responsable de la sécurité » a visité Haïti du 20 au 23 août dans le cadre d'une soi-disant mission d'évaluation pour préparer le terrain pour que le Kenya dirige une force interventionniste étrangère à la demande des États-Unis et du « Core group » contre Haïti. La France et le Canada sont grandement impliqués dans le « Core group » de même que des intérêts privés américains qui opèrent en Haïti.



La mission de la force d'intervention étrangère dirigée par le Kenya est prétendument de contrôler les gangs violents et de renforcer les capacités de la police nationale haïtienne (PNH) qui est un organisme corrompu connu. En réalité, son but est de supprimer la résistance du peuple haïtien et de maintenir le pouvoir des oligarques haïtiens, actuellement dirigés par le régime illégitime d'Ariel Henry, au nom d'intérêts privés étroits basés aux États-Unis, au Canada, en France et ailleurs.

D'ailleurs, le fait que la délégation de dix personnes est arrivée au bord d'un vol de American Airlines (AA 819) non pas en provenance du Kenya mais des États-Unis en dit long. La délégation a été accueillie à l'aéroport international par les membres du régime d'Ariel Henry. La délégation kenyane a rencontré le premier ministre Henry, les membres de son « gouvernement », ses trois membres nommés au « Haut Conseil de la Transition » et des membres haut placés du commandement de la PNH.



Le principal objectif au cours de la visite de trois jours a été de collaborer avec le haut commandement de la PNH pour le développement d'un « plan de sécurité » dans le cadre de leurs missions interventionnistes, un plan qui en réalité avait déjà été préparé par la police placée sous le commandement de la police des États-Unis et du Canada.

Le plan prévoyait à l'origine une force de 1 000 hommes. Toutefois, au cours de leur visite, les responsables kenyans ont déclaré qu'ils auraient besoin d'un seuil minimum de 2 000 officiers prêts à être déployés et d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU), que les États-Unis ont déclaré vouloir rédiger. La délégation a également proposé une « force de protection statique » visant à protéger les « infrastructures stratégiques » telles que le port maritime, l'aéroport et l'académie de police.

Le ministre kenyan des Affaires étrangères, Alfred N. Mutua, a été cité par le *New York Times* le 5 septembre comme ayant déclaré : « La question n'est pas de savoir si nous allons en Haïti ou non – nous y allons. Nous sommes convaincus. » Il a déclaré qu'il espérait que les officiers kenyans se déploieraient en Haïti d'ici la fin de l'année. Alfred N. Mutua affirme que le Kenya est en partie

inspiré par l'unité panafricaine envers les descendants des peuples africains réduits en esclavage qui se sont libérés de la domination française. Les paroles n'engagent à rien. Ce qui inquiète les Haïtiens, c'est que cette intervention militaire a pour but de cimenter la domination étrangère sur Haïti à un moment où l'oppression du peuple haïtien par l'ingérence et la domination étrangères est déjà intolérable.

Aucun déploiement protocolaire, aucune tentative de revendiquer un mandat de l'ONU pour une intervention non militaire relevant de l'ONU, aucun idéal élevé ne peut prêter à cette mission une quelconque légitimité.



Fête nationale du Vietnam

78e anniversaire de la victoire de la Révolution d'Août



Le président vietnamien Vo Van Thuong, le premier ministre Pham Minh Chinh, le président de l'Assemblée nationale Vuong Dinh Hue et d'autres dignitaires rendent hommage à Ho Chi Minh, le 31 août 2023.

Le 2 septembre est la Fête nationale du Vietnam. C'est ce jour-là, en 1945, que Ho Chi Minh, fondateur et dirigeant du Parti communiste du Vietnam et père du Vietnam moderne, a couronné la victoire de la Révolution d'Août en déclarant que le Vietnam était une nation souveraine et indépendante.

Cette année est le 78e anniversaire de ces événements importants. Au Vietnam, la victoire de la Révolution d'Août et la Fête nationale du Vietnam sont célébrées par des expositions d'art, des festivals de films, des événements culturels grands et petits, dont un gala tenu à Hanoï le 31 août, au cours duquel le président Vo Van Thuong a prononcé un discours saluant les avancées confiantes du Vietnam sur la voie de l'indépendance nationale et du socialisme, pour la paix mondiale, l'amitié, la coopération et le développement.



Au Canada, la Société d'amitié Canada-Vietnam a tenu un webinaire pour célébrer ces anniversaires, ainsi que pour marquer les 50 ans de relations diplomatiques entre le Canada et la République socialiste du Vietnam. Le Canada a établi des relations diplomatiques avec le Vietnam en 1973 et a ouvert une ambassade à Hanoï en 1994.

La révolution d'août a été un événement d'une grande importance tant pour la nation vietnamienne que pour les luttes de libération des peuples du monde entier. Sous la direction du Parti communiste vietnamien et de Ho Chi Minh, le peuple vietnamien s'est levé comme un seul homme pour renverser les régimes coloniaux et féodaux, prendre le pouvoir et établir le premier pays démocratique d'Asie du Sud-Est, la République démocratique du Vietnam.

Le journal *Nhan Dan*, l'organe du Comité central du Parti communiste du Vietnam, a publié un éditorial le 18 août sur l'importance de la Révolution d'Août. Intitulé : « La grande valeur de la Révolution d'Août vit pour toujours avec la nation », l'éditorial souligne que la victoire de la Révolution d'Août a libéré le Vietnam de plusieurs siècles de domination étrangère, de domination coloniale française et d'occupation militariste japonaise. La déclaration de souveraineté et d'indépendance du Vietnam le 2 septembre 1945 a marqué une étape importante dans la lutte pour la construction et la défense nationales. Depuis, écrit *Nhan Dan*, « le peuple vietnamien est entré dans une nouvelle période d'indépendance nationale associée au socialisme. Notre peuple est le maître du pays et il est uni dans la mission commune de construire et de défendre le pays ».

« La révolution est également importante en tant qu'événement international contemporain majeur qui a inspiré les peuples opprimés du monde à se soulever pour l'indépendance, la démocratie et le progrès social », souligne le *Nhan Dan*.

« Le peuple vietnamien est à jamais fier des réalisations de la Révolution d'Août, car c'est la cristallisation du patriotisme passionné, de la sagesse et de l'esprit inébranlable de la nation, qui a été porté à de nouveaux sommets sous la direction du Parti et de l'oncle Ho », écrit le *Nhan Dan*.

Le Parti et le peuple du Vietnam continuent aujourd'hui à s'inspirer des leçons de la Révolution d'Août : leçons sur la construction du Parti, sur la mobilisation et la promotion de la grande solidarité nationale, sur l'autosuffisance, pour « nous libérer par nos propres forces », et sur « la combinaison de la force nationale avec la force de l'époque » pour remporter la victoire dans leur projet de construction nationale en cours.

En conclusion, le *Nhan Dan* écrit : « Le pays se trouve maintenant dans une nouvelle phase de développement, l'esprit de la Révolution d'Août agissant comme un feu qui motive l'ensemble du Parti, du peuple et des forces armées pour surmonter toutes les difficultés et tous les défis et saisir toutes les opportunités pour remporter des victoires encore plus grandes au cours de la période de rénovation, construisant ainsi un pays plus riche et plus beau, avec un développement rapide et durable. »

À l'occasion du 78e anniversaire de la victoire de la Révolution d'Août et de la Fête nationale du Vietnam, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) adresse ses sincères salutations révolutionnaires au Parti communiste du Vietnam, à la République socialiste du Vietnam et aux Vietnamiens qui vivent au Vietnam ou à l'étranger, y compris aux centaines de milliers de Vietnamiens qui vivent aujourd'hui au Canada.

(Photos : *Nhan Dan*)



Le Vietnam est fermement engagé sur la voie de l'indépendance nationale et du socialisme, contribuant activement à la paix, à l'amitié, à la coopération et au développement dans le monde



Le président Vo Van Thuong et d'autres délégués lors de la levée du drapeau dans le cadre de cérémonies soulignant la Fête nationale du Vietnam, le 31 août 2023

Le 31 août au soir, à Hanoï, le président Vo Van Thuong et son épouse ont présidé aux célébrations du 78e anniversaire de la Fête nationale de la République socialiste du Vietnam (le 2 septembre 1945). C'est avec grande fierté que le président a parlé des réalisations du peuple vietnamien sous la direction du Parti communiste du Vietnam dans sa libération nationale et l'obtention de sa souveraineté et de son indépendance. S'adressant aux dirigeants du Parti communiste, de l'État et du Front national de libération du Vietnam ainsi qu'aux invités diplomatiques, le président a bien décrit

le grand projet d'édification nationale du peuple vietnamien et la perspective internationaliste prolétarienne du Parti et de l'État dans son discours intitulé « Le Vietnam est fermement engagé sur la voie de l'indépendance nationale et du socialisme, contribuant activement à la paix, à l'amitié, à la coopération et au développement dans le monde ».

Le président Vo Van Thuong a ouvert son discours en disant : « La victoire de la Révolution d'Août en 1945 est l'une des pages d'or les plus brillantes de l'histoire du peuple vietnamien, affirmant la force d'une grande unité nationale, ouvrant un grand tournant, amenant le peuple vietnamien vers une nouvelle ère – l'ère de l'indépendance nationale associée au socialisme. » Il a évoqué les paroles solennelles du président Ho Chi Minh lorsque celui-ci a proclamé la naissance de la République démocratique du Vietnam, maintenant la République socialiste du Vietnam, le 2 septembre 1945, annonçant au monde entier : « Le Vietnam a le droit d'être libre et indépendant et, en fait, est devenu un pays libre et indépendant. Tout le peuple du Vietnam est décidé à mobiliser toutes ses forces spirituelles et matérielles, à sacrifier sa vie et ses biens pour garder son droit à la liberté et à l'indépendance. »

Rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté, a dit le président Vo Van Thuong.

Le président a souligné que d'un pays inconnu au niveau mondial le Vietnam « a maintenant établi des relations diplomatiques avec 192 pays et est devenu une économie dynamique de premier plan en Asie-Pacifique, un maillon important dans de nombreux liens économiques, Accords de libre-échange et chaînes de production régionales et mondiales. Le Vietnam est un pays de paix, d'amitié, de coopération et de développement, une destination belle, sûre, conviviale et hospitalière. »

Le président a salué le patriotisme du peuple, sa puissante unité nationale, sa grande détermination et son courage, et sa quête implacable d'autonomie et de résilience, son profond désir d'indépendance, de liberté, de paix et de bonheur en tant qu'atout inestimable et source importante de force permettant au Vietnam de surmonter tous les défis.

Le Vietnam, a-t-il dit, aspire à devenir un pays développé à revenu élevé d'ici 2045. À cette fin « nous favorisons résolument la mise en oeuvre holistique et globale du *doi moi* (rénovation) et nous engageons à l'intégration internationale élargie et globale. Le Vietnam continue d'améliorer son État socialiste fondé sur l'État de droit et une économie de marché à orientation socialiste. »

Le président Vo Van Thuong a souligné que dans l'arène internationale : « Le Vietnam a toujours mené une politique étrangère fondée sur l'indépendance, l'autosuffisance, la diversification et le multilatéralisation des relations extérieures. Le Vietnam est un ami, un partenaire fiable, un membre responsable de la communauté internationale favorisant la paix, la stabilité, la coopération et le développement à l'échelle mondiale. »

« Le Vietnam a assumé avec succès de nombreuses responsabilités dans les forums multilatéraux, s'est joint à l'effort pour mettre en oeuvre les objectifs de développement, protéger les droits humains et contribuer activement à préserver la paix mondiale, gagnant ainsi l'amour de ses amis internationaux. »

« En cette importante fête nationale, au nom du Parti, de l'État et du peuple du Vietnam, je remercie une fois de plus sincèrement les pays progressistes, les partenaires et les peuples du monde d'avoir accompagné le Vietnam, en lui apportant amour, confiance, partage et soutien précieux au cours des 78 dernières années. »

Évoquant les conditions actuelles, le président Vo Van Thuong a réitéré les engagements du Vietnam envers la paix, l'amitié, la coopération et le développement. « Nous vivons dans une époque de nombreux changements et complexités, avec des risques, des difficultés, des défis et des problèmes majeurs auxquels chaque pays est confronté. Les problèmes mondiaux, liés à la sécurité

traditionnelle et non traditionnelle, continuent de se compliquer, menaçant la stabilité et le développement durable. Les conflits et les divisions perdurent dans de nombreuses régions, les tensions géopolitiques s'accroissent, le multilatéralisme et le droit international sont confrontés à de nombreux défis. »

« Nous pensons que pour maintenir la paix et la prospérité commune de tous les pays, nous devons nous unir et promouvoir la coopération, renforcer le multilatéralisme, le respect de la Charte des Nations unies et du droit international. Le Vietnam est prêt à servir de pont pour la coopération et le dialogue, à renforcer le multilatéralisme et à promouvoir une résolution pacifique des différends par le dialogue sur la base de la Charte des Nations unies et du droit international. Il sera toujours un ami sincère et fidèle, un partenaire fiable et un membre responsable de la communauté internationale. »



Le président Vo Van Thuong et son épouse lors de la célébration de la fête nationale, le 31 août 2023

(Photos : Nhan Dan)



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca